

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un	La ligne	1 000 francs
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque	an	Senegal et autres Etats de la CEDEAO	15 000f	31 000f	Chaque annonce repetée	Moitie prix
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Etranger : France, Zaïre				(Il n'est jamais compté moins de 10 000 francs pour les annonces)	
	R.C.A. Gabon, Maroc					
	Algérie, Tunisie		20 000f	40 000f		
	Etranger, Autres Pays		23 000f	46 000f		
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Prix du numero	Année courante 600 f	Année ant	700f		
	Par la poste	Majoration de 30 f par numero				
	Journal legalise	900 f			Compte bancaire B.I.C.I.S n°9520790630/81	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2014		
28 février	Loi n° 2014-11 portant loi de règlement pour l'année 2011	1206

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DU DESENCLAVEMENT

2014		
7 mars	Arrêté ministériel n°4 093 portant dérogation aux caractéristiques Techniques de véhicules affectés au transport privé de personnes	1231

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

2014		
14 avr	Decret n°2014-507 accordant une prorogation de validité de la Concession Minière de Sabodala jusqu'au 2 mai 2022 à la Société Sabodala Gold Operations S.A dans la région de Kédougou	1231

MINISTERE DE L'ENERGIE

2014		
31 mars	Décret n°2014-413 portant premier renouvellement de la période de recherche et de Partage de Contrat de Recherche et de Partage de Production d'hydrocarbures conclu entre l'Etat du Senegal et les sociétés Oranto Petroleum Ltd et Petrosen pour le bloc de Cayar Offshore Shallow	1232
6 mars	Arrêté interministériel n°3971 ME/MITTD abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n°4 838/MMEH/MIET du 17 juillet 2003 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à la société « SO TRA DHY SARL »	1233
6 mars	Arrêté interministériel n°3972 ME/MITTD portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société « DAROU KHOUDOSS SHIPPING AGENCY SA »	1233

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	1234
----------	------

PARTIE OFFICIELLE

LOI

LOI n° 2014-11 du 28 février 2014
portant loi de règlement pour l'année 2011

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mercredi 18 février 2014;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2011.

Article premier. - Résultats généraux de l'exécution de la loi de finances de l'année 2011.

Les résultats définitifs des lois de finances de l'année 2011 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDINAIRES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes	1.972.617.230.800	Dépenses Ressources internes	1.817.836.488.929	
Recettes fiscales	1.299.424.725.562	Titre 1 : Dette publique	281.008.792.265	
Recettes non fiscales	37.100.258.305	Titre 2 : Personnel	422.856.341.616	
Recettes exceptionnelles	84.057.928.140	Titre 3 : Fonctionnement	286.568.536.479	
Remboursement prêts rétrocédés	1.158.815.884	Titre 4 : Autres transferts courants	319.668.013.994	
Dons budgétaires	37.805.327.297	Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	125.985.881.505	
Emprunts intérieurs	494.446.436.616	Titre 6 : Transferts en capital	381.748.923.070	
Emprunts programmes	18.623.739.001			
Total recettes hors dons	1.934.811.903.508			
Total recettes hors dons et emprunts	1.440.365.466.892			
A2 Recettes externes	276.573.394.459	Dépenses / ressources externes	276.573.394.459	
Dons projets et legs	101.080.463.046	Investissements non assignés au Trésor	276.573.394.459	
Tirages sur emprunts projets	175.492.931.413			
Total recettes du budget général	2.249.190.625.259	Total dépenses	2.094.409.883.388	154.780.741.871
B COMPTES SPECIAUX				
Recettes	80.425.397.176	Dépenses	80.882.134.541	-456.737.365
TOTAL GENERAL RECETTES	2.329.616.022.435	TOTAL GENERAL DEPENSES	2.175.292.017.929	-154.324.004.506

I.1. - Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

Art. 2. - Les recettes du budget général pour la gestion 2011 sont arrêtées à 2.249.190.625.259 Francs CFA.

I.2. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

Art. 3. - le montant des dépenses ordonnancées du budget général, pour la gestion 2011, est arrêté à 2.094.403.883.388 Francs CFA.

I.3. - Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 4. - Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 80.425.397.176 Francs CFA. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Catégorie de Comptes spéciaux	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	60.146.587.450
Comptes de commerce	16.942.000
Comptes de prêts	11.086.213.689
Comptes d'avances	9.175.654.037
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	80.425.397.176

I.4. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor

Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 80.882.134.541 Francs CFA. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

<i>En FCFA</i>	
Catégorie de Comptes spéciaux	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	60.042.829.951
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	11.460.090.230
Comptes d'avances	9.379.214.360
Comptes de garantie	0
Total général	80.882.134.541

II. - Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances

Art. 6. - Il est ratifié, les crédits ouverts par les décrets n° 2011-1871, du 18 novembre 2011, et n° 2011-2049, du 26 décembre 2011, portant ouverture de crédits à titre d'avance sur la gestion 2011.

III. - APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET GENERAL.

III.1. - Ouverture de crédits complémentaires

Art. 7. - Il est ouvert au titre de la gestion 2011, des crédits complémentaires d'un montant de 73.892.587.969 Francs CFA ainsi répartis :

Titres	Ouverture de Crédits complémentaires
Titre 2 : Personnel	48.823.122.322
Titre 3 : Fonctionnement	5.036.731.851
Titre 4 : Transferts courants	474.304.740
Titre 5 : Dépenses en capital	12.156.276.692
Titre 6 : Transferts en capital	7.402.152.364
Total crédits à ouvrir	73.892.587.969

III. 2. - Annulation de crédits

Art. 8. - Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2012 d'un montant total de 168.781.088.357 Francs CFA sont annulés au titre de la gestion 2011 conformément au détail ci-après :

TITRES	Crédits non consommés	Crédits reportés sur 2012	Crédits à annuler
Titre 1. Dette publique	81.936.207.735		81.936.207.735
Titre 2. Personnel	41.966.780.706		41.966.780.706
Titre 3. Fonctionnement	20.057.443.058		20.057.443.058
Titre 4. Transfert courant	217.998.477		217.998.477
Titre 5. Dépenses en capital	44.930.915.233	24.770.351.256	20.160.563.977
Titre 6. Transfert en Capital	5.063.228.769	621.134.365	4.442.094.404
Total	194.172.573.978	25.391.485.621	168.781.088.357

IV. - APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST

Art. 9. - Les crédits non consommés d'un montant de 7.607.030.285 Francs CFA sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2011, des crédits complémentaires d'un montant de 14.573.164.826 Francs CFA pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

LIBELLES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	
			Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	56.166.000.000	60.042.829.951	5.193.950.466	1.317.120.515
Comptes de commerce	150 000 000	0		150.000.000
Comptes de prêts	16.800.000.000	11.460.090.230	0	5.339.909.770
Comptes d'avances	800 000 000	9.379.214.360	9.379.214.360	800 000 000
Comptes de garantie et d'aval	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	73.916.000.000	80.882.134.541	14.573.164.826	7.607.030.285

V - ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2011

Art. 10. - Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2011 se présente comme suit :

Budget général	
Recettes	2.249.190.625.259
Dépenses	2.094.409.883.388
Excédents des recettes sur les dépenses	154.780.741.871
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	795.486.897
Pertes	
Profits nets	795.486.897
Pertes et Profits sur Opérations de trésorerie	
Crédits	
Débets	13.855.531
Perte nette	13.855.531
Total	155.562.373.237

V.1. - Résultat du Budget Général de 2011

Art. 11. - Le résultat du budget général pour l'année 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- Recettes : 2 249 190 625 259 Francs CFA
- Dépenses : 2 094 409 883 388 Francs CFA
- Excédent les recettes sur des dépenses : 154 780 741 871 Francs CFA

V.2. - Résultat des Comptes Spéciaux du Trésor

Art. 12. - Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits : 795.486.897 Francs CFA
- Pertes : 0 Francs CFA
- Profit net : 795 486 897 Francs CFA

V.3. - Pertes et Profits Résultant de la Gestion des Opérations de Trésorerie

Art. 13. - La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie est arrêtée au 31 décembre 2011 à la somme de 13 855 531 Francs CFA détaillée dans le tableau ci-après :

N° Compte	Intitulés	Débets	Crédits	Pertes
470.191.1	Remises débiteurs de timbres	13.855.531	0	13.855.531
Totaux		13.855.531	0	13.855.531

VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2011 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

Article 14.

- Le solde créditeur du budget général d'un montant de : 154 780 741 871 Francs CFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

- Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2012, d'un montant cumulé de 795 486 897 Francs CFA sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

- La perte nette d'un montant de 13 855 531 Francs CFA résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République.

Fait à Dakar, le 28 février 2014

Par le Président de la République :

Macky SALL.

Le Premier Ministre,

Aminata TOURE

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2011

NATURE DE RECETTE	LOI DE FINAN. INITIALE	LOI DE FINAN. RECTIFICAT. 1	LOI DE FINAN. RECTIFICAT. 2	TOTAL PREVISIONS	RECOURS- MENT
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	139.000.000.000	139.000.000.000	121.400.000.000	121.400.000.000	139.631.202.492
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	206.500.000.000	206.500.000.000	223.700.000.000	223.700.000.000	217.283.975.962
TOTAL. impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	345.500.000.000	345.500.000.000	345.100.000.000	345.100.000.000	356.915.178.454
713 Impôts sur le patrimoine	23.300.000.000	23.300.000.000	22.300.000.000	22.300.000.000	23.843.753.367
714 Autres impôts directs	400.000.000	400.000.000	400.000.000	400.000.000	648.542.948
TOTAL. impôts directs (711+712+713+714)	369.200.000.000	369.200.000.000	367.800.000.000	367.800.000.000	381.407.474.789
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	672.500.000.000	691.300.000.000	661.200.000.000	661.200.000.000	657.972.487.040
716 Droits de timbre et d'enregistrement	30.800.000.000	30.800.000.000	32.100.000.000	32.100.000.000	27.294.660.468
717 Droits et taxes à l'importation	189.200.000.000	189.200.000.000	204.600.000.000	204.600.000.000	203.590.298.460
719 Autres recettes fiscales	37.700.000.000	37.700.000.000	33.500.000.000	33.500.000.000	29.259.804.805
TOTAL. impôts indirects (715+716+717+719)	930.200.000.000	949.000.000.000	931.400.000.000	931.400.000.000	918.017.250.773
071 TOTAL. Recettes Fiscales (711+715+716+717+719)	1.299.400.000.000	1.318.200.000.000	1.299.200.000.000	1.299.200.000.000	1.299.424.725.562
072 RECETTES NON FISCALES					
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22.100.000.000	22.100.000.000	16.400.000.000	16.400.000.000	10.590.657.553
722 Droits et frais administratifs	100.000.000	100.000.000	100.000.000	100.000.000	749.738.455
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100.000.000	100.000.000	100.000.000	100.000.000	249.253.156
724 Produits financiers	21.500.000.000	20.300.000.000	20.000.000.000	20.000.000.000	24.348.503.262
729 Autres recettes non fiscales	2.200.000.000	2.200.000.000	8.200.000.000	8.200.000.000	1.162.105.879
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	46.000.000.000	44.800.000.000	44.800.000.000	44.800.000.000	37.100.258.305
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1.345.400.000.000	1.363.000.000.000	1.344.000.000.000	1.344.000.000.000	1.336.524.983.867
74 Dons budgétaires	29.385.000.000	37.300.000.000	37.300.000.000	37.300.000.000	37.805.327.297
76 Recettes exceptionnelles (dont PPE LADM)	59.700.000.000	62.000.000.000	62.000.000.000	62.000.000.000	84.057.928.140
17 Autres Emprunts	215.890.000.000	378.390.000.000	328.522.122.000	328.522.122.000	450.567.436.616
29 Remboursement Prêts rattachés	2.700.000.000	3.000.000.000	3.000.000.000	3.000.000.000	1.158.815.884
14 Emission de bons du Trésor	40.000.000.000	43.880.000.000	42.911.878.000	42.911.878.000	43.879.000.000
16 Emprunt Programme	34.000.000.000	42.200.000.000	39.300.000.000	39.300.000.000	18.623.739.001
TOTAL. Autres Recettes (74-76- 29-14-17)	381.625.000.000	566.770.000.000	513.034.000.000	513.034.000.000	636.092.246.933
TOTAL. Recettes internes (71-72-74-76-29)	727.075.000.000	1.929.770.000.000	1.857.034.000.000	1.857.034.000.000	1.972.617.230.800
Recettes externes					
12 Dons Projet et leg	125.000.000.000	125.000.000.000	117.000.000.000	117.000.000.000	101.080.463.046
15 Tirages sur Dons et Emprunts projets	156.000.000.000	156.000.000.000	150.000.000.000	150.000.000.000	175.492.931.413
TOTAL. Recettes externes (12 - 15 - 74)	281.000.000.000	281.000.000.000	267.500.000.000	267.500.000.000	276.573.394.459
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2.008.075.000.000	2.210.770.000.000	2.124.534.000.000	2.124.534.000.000	2.249.190.625.259

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LF1	LF11	LF12	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonna- ment P.F.C.
10	Dette publique	1	254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	-	-	-	362 945 000 000	281 008 792 265
10	Total Dette Publique		254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	-	-	-	362 945 000 000	281 008 792 265
21	Presidence de la République	2	4 189 452 080	4 189 452 080	4 087 275 080	-	-	-	4 087 275 080	4 914 403 273
21	Presidence de la République	3	10 065 999 750	12 546 541 385	13 185 383 451	-	30 046 200	-	13 155 337 251	12 678 393 674
21	Presidence de la République	4	14 221 192 5000	14 355 532 500	19 408 170 500	-	54 340 000	-	19 462 510 500	19 462 510 500
21	Presidence de la République	5	15 082 875 500	14 542 875 500	14 521 723 152	-	370 000 000	82 121 637	1 006 844 789	1 005 627 266
21	Presidence de la République	6	46 722 000 000	47 842 000 000	48 352 750 000	-	500 000 000	-	48 852 750 000	48 582 750 000
21	Presidence de la République		-	-	-	-	-	-	-	-
21	Total Présidence de la République		90 281 519 330	93 476 400 965	99 555 302 183	-	894 293 800	82 121 637	86 564 717 620	86 643 684 713
22	Assemblée nationale	2	6 617 315 560	7 827 522 560	7 827 522 560	-	-	-	7 827 522 560	6 617 315 560
22	Assemblée nationale	3	4 842 745 000	4 842 745 000	5 542 745 000	-	500 000 000	-	6 042 745 000	5 542 745 000
22	Assemblée nationale	4	91 161 000	91 161 000	91 161 000	-	-	-	91 161 000	91 161 000
22	Assemblée nationale	6	750 000 000	750 000 000	850 000 000	-	-	-	850 000 000	850 000 000
22	Total Assemblée nationale		12 301 221 560	13 511 428 560	14 311 428 560	-	500 000 000	-	14 811 428 560	13 101 221 560
23	Commission Electorale Nationale	4	2 300 983 000	2 300 983 000	2 750 983 000	-	-	-	2 750 983 000	2 750 983 000
23	Autonomie		2 300 983 000	2 300 983 000	2 750 983 000	-	-	-	2 750 983 000	2 750 983 000
23	Total Commission Electorale Nationale		2 300 983 000	2 300 983 000	2 750 983 000	-	-	-	2 750 983 000	2 750 983 000
24	Conseil Economique et Social	2	1 782 000 000	1 782 000 000	1 782 000 000	-	-	-	1 782 000 000	3 231 961 217
24	Conseil Economique et Social	3	1 270 224 000	1 270 224 000	1 370 224 000	-	-	-	1 370 224 000	1 370 224 000
24	Conseil Economique et Social	4	47 087 000	47 087 000	47 087 000	-	-	-	47 087 000	47 087 000
24	Conseil Constitutionnel	2	146 008 000	146 008 000	146 008 000	-	-	-	146 008 000	145 535 031
24	Total Conseil Economique et Social		3 099 311 000	3 099 311 000	3 099 311 000	-	-	-	3 099 311 000	3 099 311 000
25	Conseil Constitutionnel	3	58 370 000	58 370 000	57 870 000	-	-	-	57 870 000	57 870 000
25	Total Conseil Constitutionnel		204 378 000	204 378 000	203 878 000	-	-	-	203 878 000	203 405 031
27	Cour Suprême	2	748 683 000	748 683 000	748 683 000	-	-	-	748 683 000	654 362 884
27	Cour Suprême	3	715 956 000	948 956 000	948 956 000	-	-	-	948 956 000	948 956 000
27	Cour Suprême	4	1 977 000	1 977 000	-	-	-	-	-	-
27	Cour Suprême	5	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	195 000 000	-	345 000 000	149 994 599
27	Total Cour Suprême		1 616 616 000	1 849 616 000	1 847 639 000	-	195 000 000	-	2 042 639 000	1 753 313 483

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LF1	LF1R1	LF1R2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	RAPPORTS	CREDITS GESTION INTERIEURS	Ordonna- ment P1C
28	Cour des Comptes	2	755 181 560	755 181 560	755 181 560	-	-	-	755 181 560	787 173 529
28	Cour des Comptes	3	243 952 000	243 952 000	208 972 593	-	-	-	208 972 593	198 662 306
28	Cour des Comptes	5	1 125 000 000	125 000 000	46 515 220	-	-	3 000 000 000	3 046 515 220	2 942 937 676
28	Total Cour des Comptes		2.124.133.560	124.133.560	1.010.669.373	-	-	3.000.000.000	4.010.669.373	3.928.773.511
29	SI NAI	2	3 062 777 000	3 062 777 000	3 062 777 000	-	-	-	3 062 777 000	3 062 777 000
29	SI NAI	3	1 302 073 000	1 302 073 000	1 302 072 996	-	-	-	1 302 072 996	1 302 072 996
29	SI NAI	4	-	-	-	-	-	-	-	-
29	SI NAI	6	-	-	100 000 000	-	-	-	100 000 000	100 000 000
29	TOTAL SENAI		4.364.850.000	4.364.850.000	4.464.849.996	-	-	-	4.464.849.996	4.464.849.996
30	Primature	1	-	-	-	-	-	-	-	-
30	Primature	2	1.480.588.940	1.480.588.940	1.480.588.940	-	-	-	1.480.588.940	3.038.242.564
30	Primature	3	3.335.064.500	3.335.064.500	3.514.611.086	-	-3.991.940	-	3.510.619.146	3.416.971.017
30	Primature	4	4.568.415.000	4.588.415.000	5.005.351.000	-	-80.175.000	-	4.925.176.000	4.905.176.000
30	Primature	5	7.122.000.000	6.947.000.000	6.921.587.729	-	-	239.927.830	812.587.729	736.959.583
30	Primature	6	4.497.000.000	4.597.000.000	5.005.185.000	-	3.000.000.000	-	8.005.185.000	8.061.000.000
30	TOTAL Primature		21.003.068.440	20.948.068.440	21.927.323.755	-	2.915.833.060	239.927.830	18.734.156.815	20.158.349.164
31	Ministère des Affaires Etrangères	2	17.164.974.800	17.256.160.800	17.256.160.800	-	-	-	17.256.160.800	11.152.705.348
31	Ministère des Affaires Etrangères	3	12.834.332.000	13.619.332.000	11.333.476.246	28.828.452	-	-	11.362.304.698	3.489.761.552
31	Ministère des Affaires Etrangères	4	5.169.820.000	5.169.820.000	5.519.819.615	-	-	-	5.519.819.615	5.519.348.638
31	Ministère des Affaires Etrangères	5	6.045.000.000	3.671.000.000	3.658.562.000	-	-180.000.000	330.000.000	2.163.562.000	7.367.126
31	Ministère des Affaires Etrangères	6	150.000.000	150.000.000	150.000.000	-	-	-	150.000.000	150.000.000
31	Total Ministère des Affaires Etrangères		41.364.126.800	39.866.312.800	37.918.018.661	28.828.452	-180.000.000	330.000.000	36.451.847.113	20.319.182.664
32	Ministère des Forces Armées	2	63.681.244.480	63.681.244.480	63.681.244.480	-	-	-	63.681.244.480	69.912.670.435
32	Ministère des Forces Armées	3	20.134.068.000	20.134.068.000	20.126.392.814	70.000.000	196.500.000	-	20.392.892.814	19.731.639.924
32	Ministère des Forces Armées	4	2.249.687.000	2.249.687.000	2.249.687.000	-	-	-	2.249.687.000	2.249.687.000
32	Ministère des Forces Armées	5	10.204.000.000	30.995.000.000	32.493.215.000	-	5.805.000.000	-	38.298.215.000	37.876.807.036
32	Ministère des Forces Armées	6	12.350.000.000	350.000.000	350.000.000	-	580.000.000	-	930.000.000	930.000.000
32	Total Ministère des Forces Armées		108.618.999.480	117.409.999.480	118.900.539.294	70.000.000	6.581.500.000	-	125.552.039.294	130.700.804.395

ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011

Code	LIBELLE SECTION	L111ES	L11	L1111	L1112	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonna- ment P1/C
33	Ministère de l'Intérieur	2	23 093 305 500	23 093 305 500	23 449 542 500	-	-	-	23 449 542 500	28 524 523 314
33	Ministère de l'Intérieur	3	8 806 617 750	8 406 617 750	4 796 073 775	-	104 724 875	-	4 900 708 650	9 470 166 025
33	Ministère de l'Intérieur	5	5 715 000 000	4 815 000 000	6 929 419 079	-	400 000 000	-	7 329 419 079	2 116 001 258
33	Ministère de l'Intérieur	6	850 000 000	1 075 000 000	225 000 000	1 500 000 000	-	-	1 725 000 000	1 725 000 000
33	Total Ministère de l'Intérieur		39 364 924 250	38 379 923 250	35 400 035 354	1 500 000 000	504 724 875	-	37 408 760 229	41 835 690 597
34	Ministère de la Justice	2	16 714 525 480	16 714 525 480	16 714 525 480	-	-	-	16 714 525 480	15 611 084 083
34	Ministère de la Justice	3	4 431 419 250	4 431 419 250	4 706 634 165	-	-3 007 458	-	4 703 626 707	4 590 188 149
34	Ministère de la Justice	4	715 862 000	715 862 000	715 862 000	-	20 914 000	-	694 948 000	694 948 000
34	Ministère de la Justice	5	1 150 000 000	1 000 000 000	987 927 919	-	-	2 973 337 365	3 961 265 284	845 633 569
34	Total Ministère de la Justice		23 011 806 730	22 881 806 730	23 124 949 564	-	-23 921 458	2 973 337 365	26 074 365 471	21 741 853 801
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	2	795 160 260	795 160 260	795 160 260	-	-	-	795 160 260	1 777 562 791
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	3	324 051 750	324 051 750	321 618 018	-	-	-	321 618 018	318 973 038
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	4	929 649 000	929 649 000	1 429 649 000	-	-	-	1 429 649 000	1 429 649 000
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	5	607 000 000	607 000 000	562 882 942	-	-	-	562 882 942	430 818 823
35	Total Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi		2 655 861 010	2 655 861 010	3 109 310 220	-	-	-	3 109 310 220	3 957 003 652
36	Ministère des relations avec les Institutions	2	89 059 440	89 059 440	89 059 440	-	-	-	89 059 440	188 243 605
36	Ministère des relations avec les Institutions	3	227 553 000	227 553 000	345 084 460	-	-	-	345 084 460	341 065 455
36	Ministère des relations avec les Institutions	5	325 000 000	325 000 000	325 000 000	-	-	-	325 000 000	324 581 084
36	Total Ministère des relations avec les Institutions		641 612 440	641 612 440	759 143 900	-	-	-	759 143 900	853 890 144
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	2	869 554 200	869 554 200	869 554 200	-	-	-	869 554 200	-
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	3	175 258 000	251 258 000	241 332 260	-	-	-	241 332 260	230 032 170
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	4	218 000 000	218 000 000	218 000 000	-	-	-	218 000 000	218 000 000
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	5	301 000 000	301 000 000	242 959 489	-	-	143 488 000	386 417 489	266 161 388
37	Total Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles		1 563 812 200	1 639 812 200	1 571 845 949	-	-	143 488 000	1 715 333 949	714 193 558

11 octobre 2014

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1215

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	LIENS	III	IIIR	IIIR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonna- ment PEC
38	Ministère Genre	2	86 670 000	86 670 000	86 670 000	-	-	-	86 670 000	-
38	Ministère Genre	3	118 200 000	56 600 000	56 380 030	-	-	-	56 380 030	67 758 903
38	Ministère Genre	4	80 153 000	-	-	-	-	-	-	-
38	Ministère Genre	5	670 000 000	-	-	-	200 000 000	-	144 171 840	279 118 586
38	Total 38		955,023,000	143,270,000	143,050,030	55,828,160	200,000,000		287,221,870	346,877,489
39	Ministère des Sénégalais de l'Étranger	2	254 135 000	254 135 000	254 135 000	-	-	-	254 135 000	269 396 552
39	Ministère des Sénégalais de l'Étranger	3	194 850 000	299 850 000	271 325 600	-	-	-	271 325 600	256 624 148
39	Ministère des Sénégalais de l'Étranger	4	148 119 750	43 419 750	43 419 750	-	-	-	43 419 750	13 419 750
39	Ministère des Sénégalais de l'Étranger	5	150 000 000	150 000 000	131 762 250	-	-	-	131 762 250	129 132 868
39	Ministère des Sénégalais de l'Étranger	6	300 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	-	300 000 000	300 000 000
39	Total Ministère des Sénégalais de l'Étranger		1,047,404,750	1,047,404,750	1,000,642,600				1,000,642,600	998,873,318
40	Ministère de l'Économie Maritime	2	1 316 503 880	1 316 503 880	1 316 503 880	-	-	-	1 316 503 880	1 263 209 544
40	Ministère de l'Économie Maritime	3	494 406 250	494 406 250	479 887 512	-	-101 985 500	-	377 902 012	363 041 942
40	Ministère de l'Économie Maritime	4	161 605 000	161 605 000	160 763 000	-	-	-	160 763 000	160 763 000
40	Ministère de l'Économie Maritime	5	12 388 000 000	11 865 470 000	11 834 217 258	-	-12 130 471	12 130 471	4 934 217 258	4 881 710 672
40	Ministère de l'Économie Maritime	6	79 000 000	79 000 000	59 000 000	-	-	-	59 000 000	59 000 000
40	Total Min. de l'Économie Maritime		14,439,515,130	13,916,985,130	13,850,371,650		-114,415,971	12,430,471	6,848,385,150	6,727,728,158
41	Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie	2	841 384 720	804 384 720	804 384 720	-	-	-	804 384 720	781 166 626
41	Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie	3	539 332 750	542 718 000	531 353 410	-	-	-	531 353 410	545 312 315
41	Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie	4	285 771 000	236 771 000	236 771 000	-	-	-	236 771 000	236 771 000
41	Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie	5	74 734 623 000	70 000 623 000	62 211 955 767	-	-95 287 477	175 287 477	3 953 332 707	4 115 795 595
41	Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie	6	171 631 000 000	85 637 530 000	90 527 000 000	-	-4 000 000 000	-	86 527 000 000	86 527 000 000
41	Total Ministère Coop. Int. des Français Aériens des Infrastructures et de l'Énergie		248,031,962,470	157,222,056,720	154,314,464,837		-4,095,287,477	175,587,477	92,052,841,837	92,206,045,536

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI	LFR1	LFR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonna- ment PLE
42	Ministère de l'Agriculture	2	2.605.696.000	2.605.696.000	2.605.696.000	-	-	-	2.605.696.000	2.970.281.167
42	Ministère de l'Agriculture	3	1.042.784.750	1.042.784.750	1.025.980.326	-	12.566.000	-	1.038.546.326	1.042.322.660
42	Ministère de l'Agriculture	4	4.771.162.500	4.771.162.500	4.771.162.500	-	-20.000.000	-	4.751.162.500	4.754.162.500
42	Ministère de l'Agriculture	5	46.854.000.000	46.931.000.000	40.598.738.220	-	-438.650.783	321.889.093	3.265.976.630	2.637.142.146
42	Ministère de l'Agriculture	6	32.129.000.000	32.052.000.000	44.413.047.605	-	-5.208.332.564	-	39.204.715.041	42.238.052.405
42	Total Ministère de l'Agriculture	6	87.402.643.250	87.402.643.250	93.414.624.651	-	-5.654.417.347	321.889.093	50.866.096.397	53.638.950.878
43	Ministère de l'Economie et des Finances	2	17.760.808.760	17.760.808.760	17.760.808.760	-	-	-	17.760.808.760	18.192.685.762
43	Ministère de l'Economie et des Finances	3	6.559.471.750	7.451.312.854	6.815.927.334	89.000.000	-317.177.474	-	6.587.749.860	6.338.265.087
43	Ministère de l'Economie et des Finances	4	3.664.856.000	3.664.856.000	4.154.856.000	-	75.000.000	-	4.229.856.000	4.229.856.000
43	Ministère de l'Economie et des Finances	5	48.554.325.000	21.908.311.575	24.456.519.227	-	-508.200.309	4.908.741.267	27.777.272.185	38.926.405.403
43	Ministère de l'Economie et des Finances	6	21.224.800.000	165.975.934.365	85.500.308.553	-1.500.000.000	1.127.558.501	-	85.127.897.054	84.349.668.285
43	Total Ministère de l'Economie et des Finances	6	97.764.261.510	219.761.223.554	138.688.099.874	-1.411.000.000	377.210.718	4.908.741.267	141.483.583.859	152.036.880.537
44	Ministère des Mines, de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	2	513.262.120	513.262.120	513.262.120	-	-	-	513.262.120	497.369.143
44	Ministère des Mines de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	3	207.431.000	207.431.000	191.685.918	-	-	-	191.685.918	181.939.077
44	Ministère des Mines de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	4	1.057.877.750	1.474.013.750	1.265.945.750	-	-17.625.000	-	1.248.320.750	1.248.320.750
44	Ministère des Mines de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	5	8.072.000.000	7.610.000.000	7.567.936.428	-	-52.000.000	285.655.686	1.292.592.114	874.701.166
44	Ministère des Mines de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	6	990.000.000	1.042.000.000	1.132.000.000	-	52.000.000	-	1.184.000.000	1.042.000.000
44	Total Min. des Mines de l'Industrie de l'Agro industrie et des PME	6	10.840.570.870	10.846.706.870	10.670.830.216	-	-17.625.000	285.655.686	4.429.860.902	3.844.330.136
45	Ministère du Commerce	2	1.402.237.840	1.402.237.840	1.402.237.840	-	-	-	1.402.237.840	1.249.425.804
45	Ministère du Commerce	3	373.692.000	373.692.000	370.910.973	-	-	-	370.910.973	366.685.605
45	Ministère du Commerce	4	1.032.028.000	1.032.028.000	1.032.028.000	-	-	-	1.032.028.000	1.032.028.000
45	Ministère du Commerce	5	1.425.000.000	1.345.000.000	1.344.460.000	-	50.000.000	-	379.460.000	319.154.712
45	Ministère du Commerce	6	830.000.000	710.000.000	610.000.000	-	-100.000.000	-	210.000.000	260.000.000
45	Total Ministère du Commerce	6	5.062.957.840	4.862.957.840	4.759.636.813	-	-350.000.000	-	3.394.636.813	3.227.294.121

11 octobre 2014

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1217

ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011

Code	LIBELLE SECTION	LIRES	LF1	LF11	LF12	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERIEUS	Ordonne- ment P.T.C
46	Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	1 061 911 300	1 061 911 300	1 703 088 020	-	-	-	1 703 088 020	2 111 599 945
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	577 003 500	517 727 000	676 340 550	-29 045 500	-5 250 000	-	642 045 050	515 885 309
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	264 492 250	264 492 250	264 492 250	-	-	-	264 492 250	264 492 250
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	19 351 000 000	21 061 000 000	30 604 923 737	-	-683 142 113	1 067 998 179	6 412 779 803	2 867 990 493
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	29 848 000 000	34 748 000 000	39 788 000 000	-	-	-	39 788 000 000	36 255 000 000
46	Total Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement		51 102 437 050	57 658 730 550	73 036 844 557	-29 045 500	-688 392 113	1 067 998 179	48 810 405 123	42 014 967 997
49	Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	2	605 455 720	605 455 720	605 455 720	-	-	-	605 455 720	469 235 403
49	Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et de secteur informel	3	242 834 000	242 834 000	241 750 955	-	-	-	241 750 955	239 804 691
49	Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et de secteur informel	4	508 846 500	508 846 500	658 846 500	-	-	-	658 846 500	658 846 500
49	Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et de secteur informel	5	1 025 000 000	975 000 000	965 055 121	-	-	13 002 200	603 057 321	594 501 255
49	Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et de secteur informel	6	350 000 000	350 000 000	350 000 000	-	-	-	350 000 000	350 000 000
49	Total Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et de secteur informel		2 732 136 220	2 682 136 220	2 821 108 296	-	-	13 002 200	2 459 110 496	2 312 387 849
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales	2	150 542 066 940	150 472 011 740	150 472 011 740	-	-	-	150 472 011 740	180 226 701 421
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales	3	114 414 336 500	114 465 956 500	111 736 178 315	-	-23 750 000	-	11 712 428 315	110 104 596 890
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales	4	1 577 405 000	1 487 405 000	1 487 405 000	-	-	-	1 487 405 000	1 575 641 740
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales	5	45 823 277 000	45 185 277 000	44 181 023 826	-	-183 956 403	403 802 653	14 443 593 076	3 854 907 397

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

	LABELLE SECTION	LIBRES	LE1	LEP1	LEP2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonnance- ment PEC
0	Ministère de l'Enseignement Élémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales	6	2 512 000 000	2 364 000 000	2 314 000 000	-	-50 000 000	50 000 000	2 314 000 000	2314 000 000
0	Total Ministère de l'Enseignement Elémentaire du Moyen secondaire et des langues nationales		314 869 085 440	313 974 650 240	310 190 618 881	-	-257 706 403	453 802 653	280 429 438 131	298 075 847 448
2	Ministère des Sports	2	1 332 887 960	1 332 887 960	1 332 887 960	-	-	-	1 332 887 960	-
2	Ministère des Sports	3	1 776 582 250	1 776 582 250	3 022 967 781	-	-	-	3 022 967 781	2 968 159 826
2	Ministère des Sports	4	531 250 060	591 250 000	595 619 750	25 000 000	-40 000 000	-	580 619 750	579 903 250
2	Ministère des Sports	5	3 100 000 000	1 628 000 000	1 828 000 000	-	75 000 000	400 400 000	1 303 400 000	620 205 305
2	Total Ministère des Sports		6 740 720 210	5 328 720 210	6 779 475 491	25 000 000	35 000 000	400 400 000	6 239 875 491	4 168 268 381
3	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie	2	879 410 080	1 033 172 080	1 078 584 080	-	-	-	1 078 584 080	1 068 461 963
3	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie	3	355 883 250	693 126 500	502 577 404	-	-	-	502 577 404	496 013 875
3	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie	4	2 738 911 500	3 149 064 500	3 237 845 184	-	-4 500 000 000	-	7 737 845 184	7 737 845 184
3	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie	5	1 770 000 000	2 090 000 000	1 386 231 862	55 828 160	-	-	422 060 022	238 556 903
3	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie	6	2 450 000 000	21 225 000 000	20 300 000 000	-	10 500 000 000	-	30 800 000 000	30 800 000 000
3	Total Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de vie		8 194 204 830	28 190 363 080	26 505 238 530	55 828 160	15 000 000 000	-	40 541 066 690	40 340 877 925
4	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	2	35 539 122 020	35 989 871 020	36 029 769 020	-	-	-	36 029 763 020	30 434 718 152
4	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	3	9 943 543 000	10 134 822 250	9 911 242 037	29 045 500	1 308 638 107	-	11 248 925 644	10 340 090 336
4	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	4	24 902 337 000	24 832 837 000	24 750 673 200	-	-1 973 337 000	-	22 777 336 200	22 627 757 200
4	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	5	34 180 000 000	33 240 000 000	33 252 398 395	-	-16 979 851	3 563 508 200	12 433 926 744	4 965 982 686
4	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	6	1 750 000 000	2 175 000 000	1 635 000 000	-	-	-	1 635 000 000	1 635 000 000
4	Total Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique publique		106 300 002 020	106 372 530 270	105 579 076 652	29 045 500	-681 678 744	3 563 508 200	84 124 951 608	70 003 548 374

11 octobre 2014

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1219

ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011

Code	LIBELLE SÉLECTION	TITRES	III	III1	III2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CRÉDITS GÉLÉSION INTERIEURS	Ordonnance- ment PLC
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	2	1 227 862 020	1 227 862 020	1 227 862 020	-	-	-	1 227 862 020	1 949 843 416
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	3	726 219 750	726 219 750	718 901 534	-	-	-	718 901 534	704 886 042
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	4	186 250 000	186 250 000	181 750 000	-	-	-	181 750 000	181 750 000
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	5	1 368 000 000	1 368 000 000	1 348 631 950	-	-161 720 000	161 720 000	483 874 230	451 092 381
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	6	425 000 000	425 000 000	438 250 000	-	-	-	438 250 000	438 250 000
	Total Ministère de la Jeunesse et des Loisirs		3 933 331 770	3 933 331 770	3 915 395 504	-	-161 720 000	-161 720 000	3 050 637 784	3 725 821 839
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	2	3 981 264 520	3 981 264 520	3 981 264 520	-	-	-	3 981 264 520	3 985 659 525
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	3	3 043 167 500	3 043 167 500	2 967 027 146	-	-72 006 005	-	2 895 021 141	2 836 995 342
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	4	391 620 000	391 620 000	391 620 000	-	-50 000 000	-	341 620 000	341 620 000
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	5	22 686 000 000	22 657 600 000	22 122 782 074	-	-148 824 948	251 837 086	3 845 794 212	2 646 191 302
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	6	950 000 000	1 000 000 000	998 923 320	-	-10 000 000	10 000 000	998 923 320	998 923 320
56	Total Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature		31 052 052 020	31 073 052 020	30 461 617 000	-	-280 830 953	261 837 086	12 062 623 193	10 809 389 489
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2	724 412 360	724 412 360	724 412 360	-	-	-	724 412 360	-
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	3	295 082 750	295 082 750	262 874 054	-10 000	-	-	252 174 054	237 730 740
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4	311 403 000	311 403 000	585 966 000	50 000 000	-75 000 000	-	560 966 000	549 716 000
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	5	179 000 000	179 000 000	171 470 943	-	-	-	171 470 943	169 657 452
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	6	671 000 000	671 000 000	671 000 000	-	-	-	671 000 000	671 000 000
58	Total Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		2 180 898 110	2 180 898 110	2 415 723 357	39 300 000	-75 000 000	-	2 380 023 357	1 628 104 192
58	Ministère de la Femme et des Organisations Femmes	2	1 391 433 060	1 331 146 060	1 226 732 060	-	-	-	1 226 732 060	1 998 095 821
58	Ministère de la Famille et des Organisations Femmes	3	1 153 006 000	1 115 293 000	1 150 374 697	-	-	-	1 150 374 697	987 730 824
58	Ministère de la Famille et des Organisations Femmes	4	860 713 500	804 713 500	894 800 000	-	-	-	894 800 000	922 800 000

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI	LFR1	LFR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERIEURS	Ordonna- ment PIC
8	Ministère de la Famille et des Organisations Femmes	5	4 930 000 000	4 930 000 000	4 284 698 667	-	-56 005 250	75 805 250	1 204 498 667	993 583 831
8	Ministère de la Famille et des Organisations Femmes	6	1 130 000 000	2 306 279 060	2 176 279 060	-	-	-	2 176 279 060	2 306 279 060
8	Total Ministère de la Famille et des Organisations Femmes		9 465 152 560	10 487 431 620	9 732 884 484	-	-56 005 250	75 805 250	6 652 684 484	7 208 489 536
9	Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	2	10 011 175 940	10 011 175 940	10 011 175 940	-	-	-	10 011 175 940	4 773 257 519
9	Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	3	6 111 264 000	6 111 264 000	5 854 278 828	-	-4 865 000	-	5 849 413 828	5 382 556 004
9	Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	4	929 105 000	929 105 000	941 034 000	28 000 000	-58 784 000	-	910 250 000	910 250 000
9	Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	5	9 607 000 000	9 227 000 000	9 057 927 619	-	239 730 516	656 243 564	3 684 901 699	2 287 704 525
9	Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	6	1 378 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000	-	-75 000 000	75 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000
9	Total Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle		28 036 544 940	27 656 544 940	27 242 416 387	28 000 000	101 081 516	731 243 564	21 833 741 467	14 731 858 048
60	Charges non Réparties	2	33 778 617 400	32 477 224 400	32 477 224 400	-	-	-	32 477 224 400	17 416 513 470
60	Charges non Réparties	3	127 408 770 000	91 450 152 660	76 419 357 044	-1 336 968 452	-185 898 405	-	74 896 490 187	73 565 440 211
60	Charges non Réparties	4	64 864 713 250	135 648 373 250	131 002 963 503	-1 493 160 000	-11 292 460 000	-	121 217 343 503	121 210 503 503
60	Charges non Réparties		226 052 100 650	259 575 750 310	242 899 544 947	-2 830 128 452	-11 478 358 405	-	228 591 058 090	212 192 457 184
62	Ministère Elevage	2	1 582 926 880	1 582 926 880	1 582 926 880	-	-	-	1 582 926 880	1 678 655 245
62	Ministère Elevage	3	539 388 750	539 388 750	530 838 714	-	-	-	530 838 714	537 588 936
62	Ministère Elevage	4	215 795 000	215 795 000	215 795 000	-	-	-	215 795 000	186 653 000
62	Ministère Elevage	5	6 035 000 000	5 735 000 000	5 657 198 691	-	-119 856 950	128 451 388	3 617 946 670	1 203 351 844
62	Ministère Elevage	6	518 000 000	518 000 000	518 000 000	-	-	440 000 000	958 000 000	958 000 000
62	Total Ministère Elevage		8 891 110 630	8 591 110 630	8 504 759 285	-	-119 856 950	568 451 388	6 905 507 264	4 564 249 025
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications	2	366 857 900	386 433 900	386 433 900	-	-	-	386 433 900	61 170 731
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications	3	449 987 500	530 218 500	534 799 513	-	-	-	534 799 513	534 609 513
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications	4	721 370 000	921 370 000	921 370 000	-	-	-	921 370 000	921 370 000
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications		1 538 215 400	1 838 022 400	1 842 603 413	-	-	-	2 672 860 000	2 35 399 158

11 octobre 2014

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1221

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLÉ SECTION	TITRES	L.F1	L.FR1	L.FR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonnance- ment PEC
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications	6	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	-	-	-	5 000 000 000	5 000 000 000
63	Total Ministère de la Communication et des Télécommunications		6.868.215.400	7.177.022.400	7.109.889.413	-	-	-	7.109.889.413	6.722.549.402
64	Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance	2	147.318.000	147.318.000	147.318.000	-	-	-	147.318.000	-
64	Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance	3	154.451.000	154.451.000	144.288.205	-	-	-	144.288.205	133.849.374
64	Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance	4	416.136.000	-	-	-	-	-	-	208.068.000
64	Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance	5	2 705 000 000	2 705 000 000	2 631.162.235	-	-12 000 000	12 000 000	281.162.235	198.988.443
64	Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance	6	1 375 000 000	1 375 000 000	1 285 000 000	-	-250 000 000	-	1 535 000 000	1 375 000 000
64	Total Ministère de l'Entreprenariat féminin et de la Microfinance		4.797.905.000	4.381.769.000	4.207.768.440	-	238.000.000	12.000.000	2.107.768.440	1.915.905.817
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	2	1 333 726.920	1 370.577.920	1 370.577.920	-	-	-	1 370.577.920	868.665.443
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	3	331.092.750	450.677.500	630.560.213	-	-	-	630.560.213	417.728.209
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	4	19 084 099 000	19 084 099 000	17 968 685 812	-	-	-	17 968 685 812	17 968 685 812
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	5	15 393 100 000	17 927 100 000	17 698 259 012	-	-34.750 000	246.436.057	722.845.069	613.393.477
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	6	13 560 000 000	13 560 000 000	13 560 000 000	-	-2.400 000 000	-	11 160 000 000	11 160 000 000
65	Total Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		49.702.018.670	52.392.454.420	51.228.082.957	-	2.434.750.000	246.436.057	31.852.669.014	31.028.472.941
66	Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire	2	734 860 480	734 860 460	734 860 460	-	-	-	734 860 460	250 980 993
66	Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire	3	205 590 000	205 590 000	211 642 400	-	-	-	211 642 400	207 240 844
66	Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire	4	100 000 000	149 000 000	149 000 000	-	-	-	199 000 000	199 000 000
66	Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire	5	1 130 000 000	1 130 000 000	816 475 000	-	50 000 000	-	316.475.000	313.416.222

ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011

Code	LIBELLE SECTION	LIPIUS	III	III1	III2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERIEUS	Ordonnance- ment P.C.
66	Ministère des Transports, Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire	6	4 150 000 000	3 750 000 000	3 625 000 000		550 000 000		4 175 000 000	4 175 000 000
66	Total Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du territoire		6.320.450.460	5.969.450.460	5.536.977.860	50.000.000	550.000.000		5.636.977.860	5.145.638.059
67	Ministère des Energies Renouvelables	2	92 982 100	92 982 100	92 982 100				92 982 100	
67	Ministère des Energies Renouvelables	3	155 575 000	155 575 000	149 303 209				149 303 209	146 303 258
67	Ministère des Energies Renouvelables	5	100 000 000	100 000 000	439 786 100		-17 490 500	22 401 340	444 696 940	304 334 518
67	Ministère des Energies Renouvelables	6								
67	Total Ministère des Energies Renouvelables		648.557.100	648.557.100	682.071.409		-17.490.500	22.401.340	686.982.249	450.637.776
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique	2	729 289 720	763 611 720	88 143 000				88 143 000	
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique	3	254 531 500	338 456 500	63 041 175		-3 000 000		60 041 175	266 271 865
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique	5	10 098 000 000	10 048 000 000			-752 178 738	359 034 915	393 143 823	221 105 132
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique	6	7 010 000 000	5 010 000 000			1 177 000 000		1 177 000 000	4 710 000 000
68	Total Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique		18.091.821.220	16.160.068.220	151.184.175		-421.821.262	359.034.915	932.040.352	5.200.377.297
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie	2	723 833 000	79 430 000	79 430 000				79 430 000	
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie	3	386 640 000	85 303 601	83 882 075				83 882 075	294 160 423
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie	4	300 000 000							150 000 000
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie	5	350 000 000							71 952 585
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie	6	650 000 000							600 000 000
69	Total Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie		2.410.473.000	164.733.601	163.312.075				163.312.075	1.116.113.008
72	Ministère des Eco-villages, des Bassins de Retention, des Facs Artificiels et de la Pisciculture	2	140 489 000	140 489 000	140 489 000				140 489 000	

11 octobre 2014

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1223

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI	LFR1	LFR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonna- ment PJC
72	Ministère des Ecouillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	3	195.365.000	195.365.000	191.044.609				191.044.609	206.035.713
72	Ministère des Ecouillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	4	442.624.000	442.624.000	442.624.000				442.624.000	442.624.000
72	Ministère des Ecouillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	5	3.020.000.000	3.020.000.000	2.968.345.704		-101.512.651		616.833.053	343.861.767
72	Ministère des Ecouillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	6	850.000.000	850.000.000	900.000.000				900.000.000	850.000.000
72	Total Ministère des Ecouillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture		4.648.478.000	4.648.478.000	4.642.503.313		-101.512.651		2.290.990.662	1.842.521.480
75	Ministère de l'Enseignement supérieur des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique	2	2.124.241.080	2.124.241.080	2.124.241.080				2.124.241.080	720.687.337
75	Ministère de l'Enseignement supérieur des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique	3	2.679.117.000	2.679.117.000	2.639.985.683		-4.956.000		2.635.029.683	2.488.466.602
75	Ministère de l'Enseignement supérieur des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique	4	77.299.708.000	77.374.708.000	78.546.737.000	2.500.000.000	11.434.415.417		92.481.152.417	92.481.152.417
75	Ministère de l'Enseignement supérieur des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique	5	7.200.000.000	7.200.000.000	7.128.397.427		-623.000.000	929.980.342	7.435.377.769	3.920.263.973
75	Ministère de l'Enseignement supérieur des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique	6								
75	Total Ministère de l'Enseignement supérieur, des Universités et des Centres universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche Scientifique		89.303.066.080	89.378.066.080	90.439.361.190	2.500.000.000	10.806.459.417	929.980.342	10.675.800.949	99.610.570.329

**ANNEXE 2. - SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011**

Code	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI	LFR1	LFR2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION INTERNES	Ordonnance- ment PEC
76	Ministère des TIC's	2	77.446.000	57.870.000	57.870.000	-	-	-	57.870.000	-
76	Ministère de TIC's	3	130.231.000	107.000.000	-	-	-	-	-	-
76	Ministère de TIC's	5	280.000.000	-	-	-	-	-	-	-
76	Total Ministère de TIC's		487.677.000	164.870.000	57.870.000	-	-	-	57.870.000	-
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	2	-	130.342.200	291.521.200	-	-	-	291.521.200	-
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	3	-	164.593.000	136.622.917	-	-	-	136.622.917	106.717.609
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	4	-	146.000.000	478.464.000	-	-	-	478.464.000	478.464.000
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	5	-	-	560.160.000	-	-	-	325.160.000	-
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	6	-	600.000.000	730.000.000	-	-	-	730.000.000	600.000.000
77	Total Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance		-	1.040.935.200	2.196.768.117	-	-	-	1.961.768.117	1.185.181.609
78	Ministère Chargé des Elections	2	-	-	543.763.000	-	-	-	543.763.000	-
78	Ministère Chargé des Elections	3	-	-	4.857.815.661	-	-	-	4.857.815.661	-
78	Ministère Chargé des Elections	5	-	-	-	-	-	-	-	-
78	Total Ministère Chargé des Elections		-	-	5.401.578.661	-	-	-	5.401.578.661	-
	TOTAL		2.057.620.000.000	2.257.980.000.000	2.171.744.019.521	-	12.531.955.417	21.340.500.000	1.938.116.474.938	1.817.836.488.929

ANNEXE 3. - SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEFENSES

	L.F.1	L.F.1	L.F.2	Virements Transfert	Ouverture Annulation	REPORTS	CREDITS GESTION/RESS. INTERIEUS	Ordonna- ment P.F.C.
Titre 1 : Dette publique	254.730.000.000	358.590.000.000	362.945.000.000	-	-	-	362.945.000.000	281.008.792.265
Titre 2 : Dépenses de Personnel	416.000.000.000	416.000.000.000	416.000.000.000	-	-	-	416.000.000.000	422.856.341.616
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	349.827.514.500	318.708.014.500	301.382.502.686	-1.159.840.000	1.366.495.000	-	301.589.247.686	286.568.536.479
Titre 4 : Autres transferts courants	238.362.485.500	309.490.985.500	315.816.407.314	1.159.840.000	2.435.460.417	-	319.411.707.731	319.668.013.994
Total dépenses ordinaires	1.258.920.000.000	1.402.789.000.000	1.396.144.000.000	-	3.801.955.417	-	1.399.945.955.417	1.310.101.684.354
Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	431.635.200.000	417.325.256.575	402.358.275.983	-	3.136.744.063	20.765.500.000	158.760.520.046	125.985.881.505
Titre 6 : Transferts en Capital	367.064.800.000	437.865.743.425	373.241.743.538	-	5.593.255.937	575.000.000	379.409.999.475	381.748.923.070
Total Investissement	798.700.000.000	855.191.000.000	775.600.019.521	-	8.730.000.000	21.340.500.000	538.170.519.521	507.734.804.575
Total budget général	2.057.620.000.000	2.257.980.000.000	2.171.744.019.521	-	12.531.955.417	21.340.500.000	1.938.116.474.938	1.817.836.488.929

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2011

LIBELLES	LFI	LFR 1	LFR 2	Recouvrements/Ordonnancements PEC		Ecart	
	Recettes/Dépenses	Recettes/Dépenses	Recettes/Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale							
96.101 Fonds national de retraite	54.000.000.000	54.000.000.000	54.000.000.000	58.501.221.068	59.193.950.466	4.502.221.068	-5.193.950.466
96.102 Frais de cont. des stes à particip. publique	210.000.000	210.000.000	210.000.000	117.136.643	3.317.672	-62.863.357	206.682.328
96.103 Caisse d'encouragement à la Pêche	900.000.000	900.000.000	900.000.000	1.296.857.036	845.561.813	396.857.036	54.438.187
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	1.056.000.000	1.056.000.000	1.056.000.000	1.056.000.000	200.372.703	0	-855.627.297
Sous-Total	56.166.000.000	56.166.000.000	56.166.000.000	60.146.587.450	60.042.829.951	3.980.587.450	-3.876.829.951
Comptes de Commerce						0	0
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150.000.000	150.000.000	150.000.000	16.942.000		-133.058.000	150.000.000
Sous-Total	150.000.000	150.000.000	150.000.000	16.942.000	0	-133.058.000	150.000.000
Comptes de prêts						0	0
96.503 Prêts aux collectivités locales	800.000.000	800.000.000	800.000.000	0		-800.000.000	800.000.000
96.507 Prêts aux particuliers	16.000.000.000	16.000.000.000	16.000.000.000	11.086.213.689	11.460.090.230	-1.913.786.311	4.539.909.770
Sous-Total	16.800.000.000	16.800.000.000	16.800.000.000	11.086.213.689	11.460.090.230	-5.713.786.311	5.339.909.770
Comptes d'avances						0	0
96.605 Avances aux collectivités locales	800.000.000	800.000.000	800.000.000	0	0	-800.000.000	800.000.000
96.609 Avances à l'an aux particuliers				9.175.654.037	9.379.214.360	9.175.654.037	-9.379.214.360
Sous-Total	800.000.000	800.000.000	800.000.000	9.175.654.037	9.379.214.360	8.375.654.037	-8.579.214.360
Total général	73.916.000.000	73.916.000.000	73.916.000.000	80.425.397.176	80.882.134.541	6.509.397.176	-6.966.134.541

ANNEXE IV. Crédits non consommés et dépassements par section et par titre

Code Section	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
40	Dette publique	81 936,21											
21	Présidence de la République				-827,13	476,94				1,22		270,00	
22	Assemblée nationale			1 210,21		500,00							
24	Conseil Economique et Social				-1 449,96								
25	Conseil Constitutionnel			0,47									
27	Cour suprême			94,32						195,01			
28	Cour des Comptes				-31,99	10,31				103,58			
30	Primaire				-1 557,65	93,65		20,00		115,56			-55,82
31	Ministère des Affaires Etrangères			6 103,46		7 872,54		0,17		2 156,19			
32	Ministère des Forces Armées				-6 231,43	661,25				421,41			
33	Ministère de l'Intérieur				-5 074,98		-4 569,37			5 213,42			
34	Ministère de la Justice			1 103,44		113,44				3 115,63			
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi				-982,40	2,64				132,06			
36	Ministère des relations avec les Institutions				-99,18	4,02				0,42			
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles			869,55		11,30				120,29			
38	Ministère Genre			86,67			-11,38				-134,95		
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur				-15,26	14,70				2,33			
40	Ministère de l'Economie maritime			53,29		14,86				52,51			

ANNEXE IV. Crédits non consommés et dépassements par section et par titre

	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
1	Ministère Coop. Int. des Transports Aériens, des Infrastructures et de l'Energie			23,22			-13,96				-162,46		
2	Ministère de l'Agriculture				-364,59		-3,78			628,83			-3033,34
3	Ministère de l'Economie et des Finances				-431,88	249,48					-11 169,67	778,23	
4	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PNH			15,89		0,75				117,89		142,00	
5	Ministère du Commerce			152,81		4,223				60,31			-50,00
6	Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement				-408,51	126,16				3 544,79		3 533,00	
9	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur			595,04				149,58					
						908,84				7 467,94			

ANNEXE IV. Crédits non consommés et dépassements par section et par titre

Code section	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs				-721,98	14,02				29,54			
56	Ministère de l'Environn. et de la Protection de la Nature				-4,40	58,03				1 199,60			
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité nationale			724,41		14,44		11,25		1,81			
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines				-771,36	162,64			-28,00	2 10,91			-130,00
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle			5 237,92		-466,86				1 397,11			
60	Charges non Réparties			15 060,71		1 331,05		6,84					
62	Ministère Elevage				-95,73		-6,75	29,14		2 398,44			
63	Ministère de la Communication et des Télécommunications			325,26		0,19				31,89			
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance			147,32		10,44			-208,07	82,17		160,00	
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales			501,91		212,83				109,45			
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire			-483,88		4,40				3,06			

ANNEXE IV. Crédits non consommés et dépassements par section et par titre

C ode Section	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
67	Ministère des Energies Renouvelables			92,98		3,00				140,36			
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène publique			88,14			-206,23				-617,25		-3 533,00
69	Ministère de l'Hygiène publique et cadre de vie			79,43			-210,28		-150,00		-71,95		-600,00
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention des Lacs Artificiels et de la Pisciculture			140,49			-14,99			272,97		50,00	
75	Ministère de l'Enseigne- ment supérieur, des Universités et des Centres régionaux (CUR) et de la Recherche scientifique			1 403,55		146,56				3 515,11			
76	Ministère des TICs			57,87									
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance			291,52		29,91				325,16		130,00	
78	Ministère Chargé des Elections			543,76		4 857,82							
	Total	81 936,21		41 966,78	-48 823,12	20 057,44	-5 036,73	218,00	-174,30	44 930,92	-12 156,28	5 063,23	-7 402,15

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DU DESENCLAVEMENT

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n°4.093 en date du 7 mars 2014 portant dérogation aux caractéristiques Techniques de véhicules affectés au transport privé de personnes

Article premier. - Il est accordé une dérogation aux dispositions de l'article N10 du Code de la route relativement à l'immatriculation de deux minibus de la marque TOYOTA C...TER... dont les numéros de chassis sont les suivants :

- JTGFB518401063055 ;

- JTGFB518001062212.

Art. 2. - Les véhicules visés à l'article ci-dessus sont destinés exclusivement au transport privé de personnes.

Art. 3. - Les Gouverneurs de région, le Haut Commandant de la Gendarmerie, Directeur de la Justice militaire, le Directeur général de la Police nationale, le Directeur des Transports routiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

DÉCRET n° 2014-507 du 14 avril 2014

accordant une prorogation de la validité de la concession Minière Sabodala jusqu'au 2 mai 2022 à la société Sabodala Gold Opérations S.A dans la région de Kédougou.

RAPPORT DE PRESENTATION

La société Sabodala Gold Opérations S.A (SGO), titulaire de la concession minière de Sabodala accordée par décret n°2007-564 du 30 avril 2007, a demandé par lettre n° SGO/DKR/MD/2014/289 du 10 janvier 2014 la publication d'un décret de prorogation de validité de ladite concession minière jusqu'au 02 mai 2022.

Cette prorogation est prévue dans les dispositions de l'Entente d'application de l'Accord de principe signée le 28 mai 2013 entre l'Etat du Sénégal et la SGO et de la convention minière de Sabodala du 23 mars 2005 notamment l'avenant n°7.

Dans l'Avenant n° 8 du 18 décembre 2013 pris en application de ces dispositions, les parties ont accepté de publier un décret de prorogation de la validité de la concession minière de Sabodala.

Telle est, Excellence, Monsieur le Président de la République, l'économie du projet de décret que je sou mets à votre approbation et signature.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Règlement n° 09 2010-CM/UEMOA du 1er octobre relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;

Vu la loi n°2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier ;

Vu le décret n° 2004-647 du 17 mai 2004 fixant les modalités d'application de la loi portant Code minier ;

Vu le décret n° 2005-520 du 09 juin 2005 accordant un permis d'exploitation pour or, argent et substances connexes à la société Minéral Déposits Limited (MDL), modifié par le décret n° 2007-564 du 30 avril 2007 ;

Vu le décret n° 2013-1218 du 1er septembre 2013 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret N 2013-1223 du 02 septembre 2013 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2013-1279 du 23 septembre 2013 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et des Mines ;

Vu le décret n°2013-1225 du 4 septembre 2013 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Primature et les Ministères modifié ;

Vu la Convention minière signée le 23 mars 2005 entre l'Etat du Sénégal et la société Sabodala Gold S.A. (SGO) ;

L'avenant n°8 à la convention minière signé le 18 décembre 2013 entre l'Etat du Sénégal et la société Sabodala Gold Opérations S.A (SGO) ;

Vu la requête de la société Sabodala Gold Opération S.A. (SGO) du 10 janvier 2014 ;

Sur rapport du Ministre de l'Industrie et des Mines ;

DECRETE :

Article premier. - Il est accordé une prorogation de la validité de la concession Minière de Sabodala jusqu'à 02 mai 2022 à la société Sabodala Gold Opérations S.A. (SGO) ayant son siège Immeuble 2K Plaza Suite B4, 1er étage, route du Méridien Président, Almadies, B.P.38385 Dakar-Yoff.

Art. 2. - La prorogation de la validité de la concession Minière de Sabodala est accordée sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par la société SGO, des droits miniers antérieurement accordés, des droits de tiers et sauf erreur des cartes.

Art. 3. - Le Ministre de l'Economie et des Finances et Ministre de l'Industrie et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 14 avril 2014

Par le Président de la République :

Macky Sall.

Le Premier Ministre

MINISTERE DE L'ENERGIE

DÉCRET n° 2014-413 du 31 mars 2014

portant premier renouvellement de la période de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal et les sociétés ORANTO PETROLEUM LTD ET PETROSEN pour le bloc de Cayar Offshore Shallow.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent projet de décret a pour objet le premier renouvellement de la période de recherche du Contrat de Recherche et de la Partage de Production Hydrocarbures (CRPP) relatif au bloc de Cayar Offshore Shallow.

Ce Contrat, conclu entre l'Etat du Sénégal d'une part et les Sociétés ORANTO PETROLEUM LTD et PETROSEN, collectivement appelé le Contractant, d'autre part, a été approuvé par décret n° 2008-1435 du 12 décembre 2008.

Pendant la Période initiale de recherche qui a duré quatre (4) ans, la compagnie ORANTO PETROLEUM LTD, en tant qu'opérateur s'est engagée à effectuer une campagne sismique 3D sur 500 km² pour un montant minimum de 5 (cinq) millions de dollars US.

A cet effet, elle a contracté avec la société de service DOLPHIN Géophysical qui a fait l'acquisition de près de 1360 km² de données sismiques 3D pour un coût de 8 (huit) million de dollars US.

La compagnie ORANTO PETROLEUM LTD a, de ce fait, dépassé ses engagements minimum de travaux et de dépense pour la période initiale de recherche et sollicite, conformément aux dispositions du CRPP, le premier renouvellement de la période de recherche du Contrat.

Le renouvellement sollicité concerne la totalité de la superficie de bloc de Cayar Offshore Shallow, soit 3618 km².

La durée prévue pour la première période de renouvellement du CRPP est de trois (3) ans et l'engagement est la réalisation d'au moins un (1) forage d'exploitation pour un coût minimum de 10 millions de Dollars US.

La demande de renouvellement est faite en application des dispositions de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier et du décret n° 98-810 du 06 octobre 1998 fixant les modalités et conditions d'application de ladite loi.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret que je sou mets à votre approbation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code Pétrolier ;

Vu le décret n°98-810 du 06 octobre 1998 fixant la modification et conditions d'application de la loi n°98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier ;

Vu le décret n°2008-1435 du 12 décembre 2008, portant approbation du Contrat de Recherche et de partage de Production d'Hydrocarbures conclu le 03 décembre 2008, entre l'Etat du Sénégal, ORANTO PETROLEUM LTD et la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) pour le bloc de Cayar Offshore Shallow ;

Vu le décret n° 2011-2071 du 29 décembre 2011 portant extension de la période initiale de recherche du Contrat de Recherche et de partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal, ORANTO PETROLEUM LTD de la société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) relatif au Permis de Cayar Offshore Shallow ;

Vu le décret n° 2013-1218 du 1^{er} septembre 2013 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2013-1223 du 02 septembre 2013 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2013-1225 du 04 Septembre 2013 portant répartition des services de l'Etat et du Contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu la demande de renouvellement de la période initiale de recherche du Contrat de Recherche et de partage de la Production d'Hydrocarbures entre l'Etat du Sénégal, ORANTO PETROLEUM LTD et la société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) pour le bloc de Cayar Offshore Shallow en date du 21 janvier 2013 présentée par la société ORANTO PETROLEUM LTD.

Sur le rapport du Ministre de l'Energie

DECRET :

Article premier. - La période de recherche du Contrat de Recherche et de partage de Production d'Hydrocarbures relatif au bloc Cayar Offshore Shallow, conclu le 03 décembre 2008 entre l'Etat du Sénégal et les sociétés ORANTO PETROLEUM et PETROSEN et approuvé par décret n° 2008-1435 du 12 décembre 2008, est renouvelée pour une période de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret.

Art. 2. - Le Périmètre concerné par le renouvellement d'une surface réputée égale à 3618 km², est défini par les points de référence suivants :

POINTS	LONGITUDES	LATITUDES
A	16° 46' 42 " W (Intersection de la ligne de Côte avec le parallèle 15° 25' 00)	15° 25' 00 N
B	17° 25' 00" W	15° 00' 00" N
C	17° 25' 00" W	15° 00' 00" N
D	17° 40' 00" W	15° 00' 00" N
E	17° 40' 00" W	15° 00' 00" N
F	17° 32' 02" W (Intersection la linge de Côte avec la parallèle 14° 45' 00")	14° 45' 00" N

Art. 3. - Durant la première période de renouvellement, ORANTO PETROLEUM LTD et PETROSEN devront réaliser au moins un (1) forage d'exploration pour un coût minimum de 10 millions de Dollars US.

Art. 4. - Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 31 mars 2014

Par le Président de la République :

Macky SALL.

Le Premier Ministre,

Aminata TOURE

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL n°3971 en date du 6 mars 2014 abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 4838 MMEHMIET du 17 juillet 2003 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à la société « SO.TRA.DHY S.A.R.L. ».

Article premier. - Est abrogé l'Arrêté interministériel n°4838/MMEHMIET du 17 juillet 2003 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à la société « SO.TRA.DHY S.A.R.L. » dont le siège social est à la zone industrielle de Thiès BP : 1.428 RP (Sénégal).

Art. 2. - Il est accordé un agrément à la société « SO.TRA.DHY S.A.R.L. » dont le siège social est à la zone industrielle de Thiès BP : 1.428 RP (Sénégal), pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « SO.TRA.DHY S.A.R.L. » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. - Le Directeur des Hydrocarbures, le Directeur des Transports routiers et le Secrétaire Permanent du Comité national des Hydrocarbures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL n°3972 en date du 6 mars 2014 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à la société "DAROU KOUDOSS SHIPPING AGENCY SA"

Article premier. - Il est accordé un agrément à la société « DAROU KOUDOSS SHIPPING AGENCY SA » dont le siège est au km 10, Bd du Centenaire de la Commune de Dakar (Sénégal) pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés.

Art. 2. - L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la société « DAROU KOUDOSS SHIPPING AGENCY SA » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. - La société « DAROU KOUDOSS SHIPPING AGENCY SA » doit réaliser un garage attesté conforme aux normes de sécurité et de la protection de l'environnement par le Ministre en charge de l'environnement avant le démarrage de ses activités.

Art. 4. - Le Directeur des Hydrocarbures, le Directeur des Transports Routiers et le Secrétaire Permanent du Comité National des Hydrocarbures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à moins du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 329, déposée le 20 août 2014, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieu-dit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une superficie d'environ 1ha 90a 00ca, situé à NDOUKHOURA PEULH, et borné de tous les cotés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux résultant du décret 2014-754 du 11 juin 2014.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Gnilane Ndiaye Diouf

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à moins du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Thiès.

Suivant réquisition n° 1021, déposée le 9 octobre 2014, Monsieur Pascal Dione, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès d'un immeuble en nature de terrain à usage de verger agricole d'une contenance totale de 26ha 31a 36ca, situé à SEGUEL, dans la Région de Thiès, Commune de Nott, Gouye Dama et borné à l'Ouest par une route et tous les autres côtés par des terrains du Domaine national.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte des dispositions du décret 2014-1200 du 22 septembre 2014.

Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Pascal DIONE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le 7 octobre 2014 à 10 heures 00 mn du matin il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gollam de Diender consistant en un terrain à usage agricole d'une contenance de 4ha 51a 00ca, et bordé à l'Ouest par une route et de tous les autres côtés par des terrains du Domaine nationale dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines de Thiès.

Suivant réquisition du 25 mars 2014 n° 1013

Le Conservateur de la Propriété foncière
Pascal DIONE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION POUR HANDICAPES EN FAUTEUIL ROULANT AU SENEGAL « AHFRS ».

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- améliorer la qualité de vie des handicapés en fauteuil roulant.

Siège social : Villa n°17/A,
Hann Maristes - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association
MM. Ahmadou Ndiaye, *Président :*

M^{mes} Bineta Johanna Ndiaye, *Secrétaire générale :*
Birgit Gertrude Grillemeier Ndiaye, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 16737
MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 10 juin 2014.

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{re} Papa Ismaël Kâ & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°9.042/
DP appartenant au sieur Cheikh DIOP. 2-2

Etude de M^{re} Bineta Thiam Diop, *notaire*
Pikine Khourounar - Cité Sotiha n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription
du bail inscrit sur le titre foncier n°11.270/DP attribué
à la SENEGALAISE DE COMMERCE (SENCOM)
- SARL. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n°3.880/DK appartenant à Mesdames Coumba Diallo
et Ma dite Mantieni Coulibaly. 2-2

Etude de M^{re} Papa Sambaré Diop & Nguénar Diop
Notaires associés
186, Avenue Lamine Guèye BP 3923 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre
foncier n°17.933-DG des Communes de Dakar et
Gorée reporté au livre foncier de Grand-Dakar
sous le n°12.324 GR et appartenant à M. Makan
Konaté. 2-2

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970
fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes
administratifs à caractère réglementaire et des
actes administratifs à caractère individuel, modi-
fiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

**Le numéro 6800 du Journal officiel en date du
19 juillet 2014 a été déposé au Secrétariat général
du Gouvernement. le 10 août 2014**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
Abdoulatif Coulibaly

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970
fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes
administratifs à caractère réglementaire et des
actes administratifs à caractère individuel, modi-
fiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

**Le numéro 6802 du Journal officiel en date du
28 juillet 2014 a été déposé au Secrétariat général
du Gouvernement. le 28 juillet 2014**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
Abdoulatif Coulibaly

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970
fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes
administratifs à caractère réglementaire et des
actes administratifs à caractère individuel, modi-
fiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

**Le numéro 6803 du Journal officiel en date du
2 août 2014 a été déposé au Secrétariat général du
Gouvernement. le 29 août 2014**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
Abdoulatif Coulibaly

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6760
